

INVESTISSEMENTS AGRICOLES À GHARDAÏA

Des réussites et des entraves

La réussite des exploitations agricoles privées dans la wilaya de Gharđaïa est un exemple à dupliquer à travers les différentes régions du pays, notamment celles du sud. Seulement, l'absence de l'alimentation en électricité, la difficulté d'écouler les différents produits et certaines lenteurs administratives continuent à entraver les efforts des investisseurs et agriculteurs.

De notre envoyée spéciale à Gharđaïa, Rym Nasri

Indispensable pour le pompage de l'eau pour l'irrigation, l'électricité fait défaut dans les exploitations agricoles dans la nouvelle circonscription administrative d'El Menea au sud de Gharđaïa. Si les pouvoirs publics misent sur le recours aux panneaux photovoltaïques pour faire face à ce problème, les investisseurs, eux, ne sont pas de cet avis. Nombre d'entre eux estime et que cette solution demeure inaccessible du fait de l'immense investissement qu'elle nécessite. Selon le gérant d'une exploitation agricole privée à Hassi El Gara, à 50 km d'El Menea (Gharđaïa), Mohamed Ouchefenou, l'installation des panneaux photovoltaïques coûte cinq millions de dinars par forage. Un investissement qu'il qualifie d'«excessivement cher». Soulignant que 99% des problèmes rencontrés par les investisseurs agricoles dans la région sont d'ordre énergétique, il précise que l'intégralité de son exploitation de 200 hectares fonctionne avec six groupes électrogènes. «Chaque groupe consomme deux millions de centimes par hectare par mois», précise-t-il encore. Une somme «assez considérable» qui, pour lui, pourrait être largement réduite avec l'installation du réseau électrique.

Même son de cloche chez un autre investisseur qui gère une exploitation agricole étendue sur 400 hectares. «Mon exploitation compte 2 000 palmiers, 5 000 poiriers, 1 000 orangers et 600 amandiers ainsi que deux pivots de blé dur et de maïs. Toutes ces plantations exigent l'utilisation de trois groupes électrogènes pour assurer leur irrigation», dira Ahmed Kheda. Envisageant l'extension de son exploitation, il estime que l'accordement au réseau électrique est indispensable. L'option des panneaux photovoltaïques est toutefois exclue d'autant plus que, dit-il, «les pompes immergées ne fonctionnent pas avec le système photovoltaïque». C'est justement sur le problème de l'alimentation en électricité que le ministre du secteur a été interpellé à maintes reprises par les agriculteurs, lors de sa visite de travail, lundi dernier dans la wilaya de Gharđaïa.

Flegmatique, Sid Ahmed Ferroukhi dira que «personne ne peut nier les efforts fournis dans ce domaine». Il rappelle à cet effet, que plus de 400 km d'électrification rurale ont touché plusieurs périmètres agricoles dans cette même wilaya. Poursuivant sa visite de travail de deux jours dans la wilaya de Gharđaïa, le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche a insisté, hier, sur l'intégration des énergies renouvelables dans les différents investissements des régions du sud, notamment dans les zones où les énergies classiques sont absentes. «Il faut concrétiser les recherches en matière d'énergies renouvelables sur les terrains agricoles», souligne-t-il, lors de son escale à l'Unité de recherche en énergies renouvelables dans la localité de Noumeret (12 km de Gharđaïa).

Selon lui, il est question de créer des passerelles entre le secteur de l'agriculture et les unités de recherche en énergies renouvelables afin de concrétiser le programme gouvernemental de mise en valeur d'un million d'hectares dans les zones sahariennes avec l'appui des énergies éoliennes et solaires, notamment pour la mobilisation des ressources hydriques.

De nouvelles formes de commercialisation à développer
Rencontrés dans les différentes exploitations agricoles visitées notam-

ment au sud d'El-Menea et à Hassi-Lefhal (120 km au sud de Gharđaïa), les agriculteurs ont soulevé plusieurs problèmes. Ils se sont plaints de l'absence d'accès aux exploitations agricoles et des lenteurs administratives, notamment pour l'obtention des autorisations de forages qui, selon eux, «freinent les projets et les investissements». Autre problème signalé : la commercialisation de leur production.

A ce propos, Sid Ahmed Ferroukhi assure que des mesures vont être prises pour écouler les produits agricoles. «Plusieurs formes de commercialisation sont à développer, notamment les systèmes de coopératives, les systèmes de commercialisation moderne la contractualisation ainsi que la transformation», dit-il.

Pour lui, les industries de transformation peuvent se mettre en place et être encouragées notamment dans «les régions lointaines des centres de consommations de frais». Il rappelle ainsi que nombre de dispositifs de soutien, mesures et avantages pour les investissements ont été mis en place. Le ministre rappelle également les nombreuses mesures d'accompagnement techniques, financiers, réglementaires et organisationnelles, préconisées par l'Etat pour permettre l'émergence d'une agriculture durable et équilibrée dans les zones qui recèlent un potentiel agricole important.

«Aujourd'hui, la wilaya de Gharđaïa joue un rôle dans le développement de l'investissement intégré dans le secteur de l'agriculture», dit-il. La preuve : plus de cinquante mille hectares ont été attribués dans cette wilaya aux investisseurs et jeunes exploitants. «A ce jour, près de 400 000 hectares ont été distribués, ce qui représente l'objectif tracé pour 2016 et 2017, avec un retour d'investissement attendu de plus de 500 milliards de dinars», détaille-t-il. Une démarche qui, poursuit-il, va booster le secteur de l'agriculture et ouvrir de

nouvelles perspectives aux filières du lait et des céréales et tous autres produits dont, précise-t-il, «nous devons réduire l'importation».

Promettant l'ouverture d'accès à plusieurs exploitations agricoles, il affirme également que plus de soixante opérations de réalisation de forages ont concerné quarante mille hectares dans la wilaya de Gharđaïa afin dit-il, «de renforcer l'agriculture existante». S'agissant des jeunes exploitants, Ferroukhi dira qu'ils ont déjà bénéficié de cinq périmètres et cinq autres périmètres leur seront attribués au cours de l'année 2016.

Gharđaïa, la première à commercialiser le lait frais en sachet

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche semble apprécier le moindre effort d'investissement dans son secteur. La visite de la mini-laiterie «Noor» à Metlili située à 48 km au sud de Gharđaïa, ce lundi en fin d'après-midi, en est la preuve. Créée en août 2014, cette entreprise familiale assure à elle seule l'alimentation de toute la commune de Metlili. Elle produit ainsi

entre 6 000 à 7 000 sachets de lait en deux jours. Selon Sid Ahmed Ferroukhi, Gharđaïa est la première wilaya à avoir commercialisé du lait frais en sachet. «Même si ce n'est qu'une mini-laiterie, aujourd'hui, la wilaya compte neuf laiteries», se réjouit-il.

Une convention pour la formation des agriculteurs

Une convention au profit des agriculteurs a été signée entre l'université de Gharđaïa et la Direction des services agricoles (DSA) hier mardi, au sein même d'une exploitation agricole privée dans la commune de N'tissa à 6 km de Gharđaïa. Portant sur la formation des agriculteurs sur terrain, cette convention permettra également aux étudiants d'effectuer des stages pratiques sur des exploitations agricoles encadrés par les spécialistes de la DSA. A cet effet, le ministre de l'Agriculture a appelé le centre de formation de Menea, le centre de l'agriculture saharienne et le centre des grandes cultures à «se réunir et se concerter sur un plan de travail pour mener cette formation et cet accompagnement technique sur le terrain».

Ry. N.

**RÉUNION D'ÉVALUATION ET DE PERSPECTIVES
DU SECTEUR AGRICOLE**

«Une attente importante»

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Sid Ahmed Ferroukhi, a indiqué lundi dernier à Gharđaïa, que la réunion d'évaluation et de perspectives du secteur agricole, prévue fin mars, est en phase de préparation.

«Il y a une attente très forte et importante de relance du secteur à un niveau qui répond aux défis économiques actuels du pays : diversification, exportation, réduction des importations et relance de la croissance», dit-il.

Ry. N.

PROTECTION CIVILE

Lahbiri renforce les effectifs de son institution

La Protection civile veut atteindre le chiffre de 70 000 agents à l'aube de l'année 2018. C'est ce qu'a indiqué le directeur général de cette institution en marge de la cérémonie portant sortie d'une promotion de 2 998 fonctionnaires à l'horizon 2018.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Constituant un des piliers fort du département de l'intérieur, la Direction générale de la Protection civile veut consolider son effectif pour les années à venir. Disposant

actuellement d'un effectif de 60 000 agents, le premier responsable de la Protection civile veut atteindre le chiffre de 70 000 pour les deux prochaines années. Hier, à l'occasion de la célébration de la Journée inter-

nationale de la Protection civile, qui coïncide chaque année avec le 1^{er} mars, le directeur général de la Protection civile, M. Lahbiri, a fait sortir les gros moyens pour faire valoir le travail initié par son institution dans la formation de ses agents.

Organisée sous le patronage du Premier ministre, la parade a vu la sortie de la 44^e promo des agents, de la 46^e promo des sous-lieutenants,

de la 15^e promo des lieutenants et de la 14^e promo des médecins lieutenants de la Protection civile. Baptisée du nom de l'écrivaine, la défunte Assia Djebbar, la promotion 2015 qui comprend 2 998 fonctionnaires a reçu notamment une information basée sur les nouvelles technologies de l'information, «pour mettre en exergue l'importance de la science et de la technologie et leurs rôles dans l'introduction des changements importants dans l'approche intégrée de la problématique des catastrophes, en mettant la science et la technologie au service des organisations de secours pour réduire les conséquences dévastatrices des catastrophes en appliquant les connaissances scientifiques et le savoir-faire technique».

Dans son allocution, le directeur de l'école de la Protection civile, le colonel Ezired Abdelhamid, a exhorté les effectifs des promotions sortantes à «faire preuve de patience, de professionnalisme et de sens de sacrifice dans l'exercice de leur mission caractérisée, particulièrement par sa dimension humaine et dont l'essence même est la préservation des personnes et des biens».

Le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, Nouredine Bedoui a exprimé, pour sa part, en marge de la cérémonie, «la fierté de tous les Algériens pour ce corps qui a fait montre, à travers la maîtrise des différentes techniques, d'un grand professionnalisme».

A. B.

NOURI À PARTIR D'OUM-EL-BOUAGHI :

«Pas d'inquiétude pour la disponibilité d'eau potable»

Lors de sa visite de travail qui l'a mené avant-hier dans la wilaya d'Oum-El-Bouaghi, Abdelouahab Nouri, ministre des Ressources en eau, accompagné d'une armada de cadres de son département et de responsables locaux, s'est rendu d'abord à l'ouest du chef-lieu de wilaya où il s'est enquis des travaux de réalisation de la station des eaux usées «Step» ; là, le ministre a émis des réserves quant à l'avancement des travaux qui n'ont pas dépassé les 40% ce qui l'a poussé à instruire les responsables chargés du projet à doubler la cadence pour récupérer les retards enregistrés.

Dans la même région , cette fois-ci, la délégation s'est rendue à la station de pompage d'El Harmélia, un projet de grande envergure qui servira, une fois achevé, à la mise en eau des ressources acheminées à partir du gigantesque barrage de Béni Haroun dans la wilaya de Mila jusqu'au barrage d'Ourkis) soit un linéaire de plus de 250 kilomètres.

Au niveau de ce projet, tant attendu par les citoyens de la wilaya, car non seulement il servira à irriguer plus de quarante mille hectares pour

une région à vocation agricole, il aura aussi un impact plus important, c'est toute la région qui rompra définitivement avec le problème du besoin en eau potable, pour cela, M. Nouri a donné une date butoir, celle du mois de juin de l'année en cours pour que ce projet soit opérationnel .

Pour rappel, le barrage d'Ourkis qui fait partie des plus grands du pays servira à l'avenir les localités de Aïn Milila, Oum-El-Bouaghi, Aïn Beida, Aïn Kercha et Aïn Fakroun. Au chef-lieu de wilaya, le ministre a, en

compagnie du wali et des élus locaux, procédé à l'inauguration de la maison de l'environnement, un vrai joyau implanté à la sortie ouest de la ville et joutant une région boisée, cette réalisation permettra de regrouper des initiés à l'environnement entre associations activant dans le sens de l'environnement et de la nature. Juste à côté, un autre projet d'investissement particulier vient d'être inauguré par le ministre, il s'agit d'un parc animalier.

Parcourant les différents couloirs de ce parc, la délégation a eu droit à voir une multitude d'animaux de différentes espèces, ce qui a égayé les visiteurs.

Dans une conférence de presse organisée pour un parterre de journalistes de différents organes, le ministre a rappelé que depuis deux décennies, les pouvoirs publics ont investi d'énormes efforts pour la réalisation d'une quarantaine de bar-

rages , rien que pour celui de «Beni Haroun, le trésor public a déboursé pas moins de 4 milliards de dollars.

A une question de la presse, M. Nouri a précisé que la wilaya d'Oum-El-Bouaghi à elle seule a bénéficié de plus de 50 projets pour une enveloppe financière de 60 milliards de DA et ajoutera que cette région sera à l'abri des besoins en eau potable et d'irrigation d'ici le deuxième semestre de l'année en cours. A une question de notre journal sur l'éventuel syndrome de la sécheresse qui plane sur le pays, M. Nouri a répondu clairement pour rassurer les citoyens en précisant que les dernières chutes de pluie et de neige qui se sont abattues sur les différentes régions du pays ont eu un effet positif et puis nos barrages sont presque tous suffisamment remplis pour répondre au moins au besoin en eau potable.

Moussa Chtatha